

Sir CHARLES TUPPER: Non, il doit être construit par la compagnie de Cornwallis Valley qui a été organisée exprès.

A la Compagnie du chemin de fer de la Nouvelle-Ecosse Centrale, pour trente-quatre milles de sa voie, une subvention n'excédant pas \$3,200 par mille, et ne dépassant pas dans l'ensemble \$108,800.

M. EISENHAUER: J'ai été bien surpris de voir que le gouvernement avait failli à la promesse faite au cours de la dernière session au sujet de la compagnie locale. Le ministre des chemins de fer a dit à la dernière session qu'il regrettaient "de n'avoir pas été informés plus tôt de l'importance de ce chemin, de façon à ce qu'il pût être mis sur la liste des chemins subventionnés en vertu du présent bill. Quoi qu'il en soit le gouvernement déposera un projet d'aide à la prochaine session." Plus loin il dit que c'était un chemin très important, et qu'après avoir entendu tout ce qui a été dit il comprenait que le gouvernement aurait dû peut-être avoir compris ce chemin dans le bill des subsides. Il dit encore qu'à la session suivante le gouvernement déposerait un projet de loi pour venir en aide à cette entreprise. Maintenant, après avoir reconnu tout cela, il ne subventionne qu'une partie de la ligne, et cela, je crois, doit causer à la compagnie un dommage très considérable; la construction du chemin va être retardée d'au moins une année, à moins que nous n'obtenions du ministre la promesse formelle qu'il le subventionnera à la prochaine session.

M. POPE: Je serais bien marri de faire tort à l'honorable député; mais s'il insiste très fortement, il me faudra biffer cet article.

M. EISENHAUER: Je ne me plains pas pour moi-même, mais je crois qu'il est dû à la compagnie, ainsi qu'au comté, que nous comprenions si la promesse faite à la dernière session va être tenue. C'était certainement une promesse.

M. MILLS (Bothwell): Je crois que nous avons droit de le savoir.

M. EISENHAUER: J'ai appris que l'honorable ministre avait dit dans un entretien particulier, que le gouvernement avait l'intention d'accorder une subvention à ce chemin, et s'il dit oui maintenant ce sera satisfaisant. Je crois que l'honorable ministre devrait répondre.

M. JONES: Le ministre des chemins de fer n'a pas besoin de croire qu'il peut effrayer les membres de la Chambre en menaçant de retirer des crédits qu'il a inscrits de propos délibéré dans les prévisions budgétaires. La chose a été tentée dans deux ou trois occasions, mais les ministres n'ont pas besoin de penser que les membres de l'opposition vont être empêchés de critiquer ces résolutions par des remarques comme celles que le ministre des chemins de fer vient de proférer. L'honorable ministre se trouve dans une position difficile, et pour sortir de la difficulté il essaie de la terrorisation, mais la chose est bien comprise. C'est une affaire qui traîne depuis longtemps. Elle était en suspens du temps que siégeait ici l'ex-député de Lunenburg, de qui on nous dit qu'il représentait ce comté avec beaucoup d'habileté et de fidélité. Mais il ne paraît pas avoir eu assez d'influence et d'habileté pour engager le gouvernement à subventionner un chemin que le ministre déclare aujourd'hui être dans l'intérêt du Dominion. On a aussi appris qu'on l'a envoyé ici dans la dernière partie de la session afin qu'il pût faire servir l'influence qu'on lui supposait—mais qu'il n'a pas réussi à faire sentir pendant le temps qu'il a passé dans la Chambre—à engager le gouvernement à accomplir sa promesse de la dernière session. Le chemin a 78 milles de long, allant d'Annapolis à Lunenburg. Avant la dernière élection et après que M. Kaulbach eut failli à la tâche d'obtenir du gouvernement, dont il a été l'ardent et le ferme partisan, une subvention réelle quelconque, il obtint du ministre des chemins de fer une lettre qu'il montra dans le comté de Lunenburg, liant le gouvernement à la promesse d'une subvention pour toute la ligne,

subvention qui devait être accordée durant la présente session, et dans le coin de cette lettre on lisait "J'approuve cette promesse—John A. Macdonald."

M. POPE: Lisez-la.

M. JONES: Je ne l'ai point, mais l'honorable ministre ne niera pas qu'une telle lettre ait été adressée à M. Kaulbach et approuvée par le chef du gouvernement.

Sir JOHN A. MACDONALD: Où est la lettre?

M. JONES: Elle a été exhibée dans tout le comté durant l'élection dans la vaine tentative d'engager les électeurs à appuyer un partisan du gouvernement. Ayant manqué de réussir dans cette entreprise, on vient maintenant dire qu'on ne va accorder la subvention que pour 34 milles. La compagnie est allée à New-York prélever \$60,000 ou \$70,000 sur la foi de la promesse faite; l'argent a été enfoui dans l'entreprise, et aujourd'hui on vient lui dire qu'on ne va lui donner une subvention que pour 34 milles du chemin. J'ai cru d'abord qu'on se proposait de limiter la dépense au comté d'Annapolis, où cela pourrait le mieux servir à aider l'honorable ministre en vue de certaines éventualités possibles dans ce comté. Je prétends que ce manque de parole de la part du gouvernement va paralyser toute l'entreprise. C'est une violation d'engagement de la part du ministre et du gouvernement, parce que la promesse a été écrite et revêtue de l'approbation du premier ministre, dont l'approbation pour une affaire de ce genre comporte naturellement un poids considérable aux yeux des membres de la droite. J'apprends que ce refus du gouvernement de remplir sa promesse va paralyser les efforts de la compagnie et la mettre dans une position fort embarrassante. De sorte que la chose ne peut pas marcher du tout. S'il n'est pas trop tard, je crois que le ministre devrait considérer la chose et traiter le chemin de la même façon que les autres qui sont de bien moindre importance.

Sir CHARLES TUPPER: Je suis fort porté à croire que le but de l'honorable député est de faire biffer ce crédit des résolutions. Je crois que c'est là l'objet qu'il a en vue. Il sait que M. Kaulbach, l'ex-député de Lunenburg, a insisté auprès du ministre des chemins de fer pour faire construire ce chemin de la façon la plus pressante. Il s'est adressé à tous les membres du gouvernement, et chaque année il les pressait à ce sujet et insistait auprès d'eux sur l'importance considérable qui s'attachait à la construction de ce chemin. C'était une entreprise d'une certaine magnitude; elle comportait une forte dépense d'argent, mais il représentait qu'à ses électeurs du comté de Lunenburg étaient extrêmement désireux de voir construire le chemin. Enfin les fortes représentations faites dans cette Chambre et les prières urgentes qui ont été multipliées pour obtenir la construction de cette voie importante ont engagé mon honorable ami le ministre des chemins de fer et le premier ministre à exprimer l'intention de demander au parlement les moyens de construire ce chemin. Le gouvernement supposait que les habitants de Lunenburg attachaient une grande importance à la construction de ce chemin; mais quand M. Kaulbach eut retourné dans le comté, le gouvernement a vu que celui qui avait obtenu la promesse de faire construire cette voie, a été défait, et que le comté de Lunenburg a envoyé ici un adversaire du gouvernement qui avait manifesté le désir de construire le chemin. Le gouvernement serait donc parfaitement justifiable de considérer la conduite des habitants de Lunenburg comme constituant une raison de ne pas entreprendre cet ouvrage et de croire qu'ils n'y tiennent point. Comme le gouvernement est disposé à donner une certaine aide, je crois que, en vue de la construction future du chemin, cela devrait satisfaire les membres de la gauche. Mais je pense, d'après le ton du discours de l'honorable député d'Halifax (M. Jones), qu'il désire vivement que le gouvernement retire cette subvention, et je crois que le gouvernement serait justifiable de faire la chose, vu la façon